

VF

# Les jeunes

Government  
Publications

## en conflit avec la loi

CA 20N

Sm

- Z300

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



## **Table des matières**

## **Page**

Introduction	1
Se faire conseiller	2
La brigade des jeunes	3
Fréquence des infractions	3
Programmes de diversion	4
Tribunal pour la jeunesse	5
Probation et services aux libérés	6
Foyers d'observation et de détention	7
La décision du juge	7
Probation	8
Foyers d'accueil et foyers de groupe	8
Centres d'éducation surveillée	9
Programme F.A.R.E. (formation par l'aventure, la responsabilité et l'étude)	10
Services aux libérés	11
Bureaux de secteur du ministère	12

## Introduction

Il circule énormément d'idées fausses sur notre système actuel de justice pour les mineurs en Ontario. Pour beaucoup, l'expression 'centre d'éducation surveillée' évoque un bâtiment fortifié, aux énormes murs de pierre bardés aux fenêtres de barreaux d'acier, d'où les jeunes délinquants ne ressortent jamais.

Il s'agit bien entendu d'un mythe, et il en existe bien d'autres à propos du système judiciaire qui régit le cas des mineurs. La présente brochure s'efforce d'expliquer ce qu'il advient réellement lorsqu'un mineur entre en conflit avec la loi.

La législation des mineurs s'efforce de répondre aux deux questions suivantes :

Quelle est la meilleure solution pour le mineur?

Quelle est la meilleure solution pour la société?

Il s'agit là de deux questions simples dont les réponses, par contre, sont beaucoup plus complexes.

La loi considère et définit les enfants de moins de 16 ans comme des personnes à charge, dont le gîte, le couvert, la protection et d'innombrables autres besoins dépendent des parents ou du tuteur. Mais, plus que tout, la loi repose sur la notion de base suivante : les mineurs ne sont pas des adultes; ce sont des enfants qui ont encore beaucoup de chemin à faire sur la voie de la maturité.

Des lois et règlements spéciaux, et le travail effectué par de nombreux spécialistes, ont pour rôle d'aider les mineurs qui entrent en conflit avec la loi.

L'ensemble du système est conçu de façon à laisser aux jeunes une seconde chance et à les orienter vers une vie satisfaisante et enrichissante.



## Se faire conseiller

Lorsqu'un enfant se conduit mal ou commet bêtise sur bêtise, ses parents ne doivent pas hésiter à consulter un spécialiste afin de prévenir de plus graves incidents qui nécessiteraient l'intervention de la police ou d'un tribunal.

La Société d'aide à l'enfance de votre localité (ou l'association qui offre des services aux enfants et à la famille) se tient à la disposition des adolescents perturbés pour les aider. Ses conseillers ont une formation qui leur permet d'aider les enfants et leurs parents. Ils organisent soit des rencontres individuelles, soit des rencontres auxquelles participent tous les membres de la famille.

Si la société locale d'aide à l'enfance n'est pas en mesure de résoudre le problème, elle peut recommander d'autres organismes ou des membres de la collectivité qui, eux, pourront aider les intéressés. Il s'est créé énormément d'organismes dont le but est très précisément d'aider les adolescents et leurs familles. Des organismes comme le YMCA et le YWCA ont souvent au sein de leur personnel des conseillers spécialisés dans la vie familiale.

Il est souvent bon de commencer par consulter le médecin de famille. Celui-ci, en effet, connaît peut-être des spécialistes – psychiatres ou thérapeutes – qui peuvent aider les individus et les familles.

Les adolescents ont tous *certain*s problèmes; l'adolescence est une période difficile. Cependant, pour bien des adultes qui ont eu une adolescence agitée, le fait d'avoir surmonté ces problèmes, parfois avec de l'aide, a constitué une expérience enrichissante.

## La brigade des jeunes

Beaucoup de personnes s'intéressent aux jeunes. Les forces de l'ordre constituent, à cet égard, le groupe le mieux connu et le plus en vue. Dans la plupart des grandes villes, la police municipale compte une brigade des jeunes, qui s'occupe exclusivement de ceux-ci. Pour ce qui est de la Sûreté provinciale de l'Ontario, c'est un agent désigné du corps policier ordinaire qui s'occupe des mineurs délinquants.

Dans la plupart des cas, la brigade est composée d'agents de police qui s'intéressent aux jeunes. Ils travaillent généralement de longues heures, non parce qu'ils y sont obligés, mais parce qu'ils se soucient réellement des jeunes. Ils essaient de les comprendre. Tel adolescent a-t-il déjà eu des ennuis? Quelle est sa situation? Quelle est l'attitude des parents – sont-ils compréhensifs ou abusifs? Avant de procéder à une inculpation, l'agent veut s'assurer que celle-ci constitue la meilleure solution face au comportement de l'enfant. C'est ainsi que beaucoup d'enquêtes ne sont suivies d'aucune inculpation.

## Fréquence des infractions

Les agents de la brigade des jeunes inscrivent dans le registre de fréquence des infractions tenu par la police tous les incidents considérés comme des infractions aux termes de la loi et survenus durant leur service. Toutes ces infractions ne font pas l'objet d'une inculpation. Il arrive parfois, en effet, qu'il n'y ait pas suffisamment de preuves pour saisir le tribunal du cas. Les rapports de fréquence des infractions aident les agents des brigades des jeunes et d'autres personnes, les agents de probation entre autres, à suivre le comportement des jeunes délinquants au cours d'une certaine période.

## Programmes de diversion

De l'avis général, moins les jeunes ont affaire aux tribunaux, plus il est facile de les réintégrer dans la société. Les programmes de diversion sont conçus de façon à éviter au jeune délinquant de se trouver pris dans l'engrenage des tribunaux : ils agissent à cet égard comme 'moyens de diversion'.

Ce sont, dans chaque cas, les circonstances qui déterminent la période choisie pour le programme ainsi que son contenu. Parfois, c'est après que son nom est revenu fréquemment sur le registre qu'on demande à un jeune délinquant de participer à l'un de ces programmes, ou bien c'est l'agent de la brigade des jeunes qui le suggère afin d'éviter une inculpation.

Le choix revient à l'intéressé et à ses parents. Le jeune délinquant n'est pas automatiquement inculqué s'il refuse de participer à l'un de ces programmes. Cependant, si les infractions se reproduisent, il y a de fortes chances pour que le jeune fautif soit finalement inculqué.

Le but de certains programmes de diversion est de garder les jeunes occupés et de les faire travailler. La délinquance naît très souvent de l'ennui et de sottises faites par désœuvrement. Les programmes de diversion consistent en une forme quelconque de travail communautaire, emplois dans une garderie, par exemple, postes de garçon de salle dans un hôpital ou participation à un comité de nettoyage. En fait, les programmes sont aussi différents l'un de l'autre que les jeunes à qui ils s'adressent.

La durée du programme est généralement fixée au tout début. Elle varie entre 14 et 40 heures, à raison de cinq heures par semaine.

Nous n'avons signalé que l'une des façons dont fonctionnent les programmes de diversion. Tout dépend en fait de la police et du juge. Dans certains cas, la police dirige le jeune délinquant vers un programme de diversion après l'avoir inculpé, mais avant de le faire passer devant un tribunal pour la jeunesse. Autre possibilité : c'est le juge qui décide de faire participer le jeune à un programme de diversion.

Dans certains cas, le jeune délinquant et la partie plaignante peuvent s'entendre sur un mode de 'réparation'. L'entente peut soit prendre la forme d'un accord officiel effectué durant l'audition du cas, soit se substituer à l'audience.

### **Tribunal pour la jeunesse**

Ce qui se passe dans un tribunal pour la jeunesse dépend dans une grande mesure de l'importance de la ville, des intéressés et des circonstances entourant le cas. La procédure suivie à Timmins ou à Thunder Bay est sans doute différente de celle qui a cours à Toronto ou à Brockville, mais les principes directeurs et les grandes étapes sont les mêmes.

Dans un tribunal pour la jeunesse, l'agent de la brigade des jeunes (ou le policier ayant effectué l'arrestation si la police de l'endroit n'a pas de brigade des jeunes) représente la partie plaignante. Dans certains cas, c'est le procureur de la couronne qui remplit cette fonction. À la demande du juge, l'agent explique au tribunal ce qu'il sait du passé et de la situation actuelle du jeune.

Le tribunal pour la jeunesse revêt généralement un caractère officieux. Le mineur peut être défendu par un avocat si lui-même ou ses parents le désirent, mais ce n'est pas nécessaire. L'audience se résume essentiellement en une discussion entre le juge, l'agent de police, le mineur, les parents et les autres intéressés, comme l'agent de probation.



En plus du rôle d'administrateur de la loi, le juge tient également le rôle d'un père (ou d'une mère) ferme mais compréhensif. Il veut s'assurer que le jeune comprend les accusations qui sont portées contre lui et ce que signifie plaider coupable. Le jargon du palais de justice peut souvent troubler et intimider le jeune. C'est pourquoi le juge exige généralement que ce dernier consulte, avant l'audience, un avocat de son choix ou un avocat d'office.

Nous attendons beaucoup du juge d'un tribunal familial. Celui-ci doit savoir non seulement évaluer la situation en se fondant sur les témoignages entendus, mais également connaître la nature humaine et tout particulièrement les jeunes. C'est cette compréhension qui permet au juge de décider quelle est la meilleure solution pour le jeune délinquant.

Le juge donne une 'deuxième chance' à beaucoup de délinquants primaires en renvoyant l'affaire sine die. En d'autres termes, il s'abstient de statuer définitivement sur le cas.

Si le jeune est de nouveau cité en justice, il lui faudra cette fois faire face à l'accusation initiale en plus de la dernière accusation.

Le renvoi de l'affaire sine die porte généralement ses fruits. Dans bien des cas, les jeunes qui bénéficient de cette mesure de clémence n'ont plus jamais d'ennuis avec la justice et, par conséquent, n'ont pas de casier judiciaire.

## **Probation et services aux libérés**

Les agents de probation et de services aux libérés jouent un rôle important dans la rééducation des jeunes délinquants. Durant le déroulement du procès, ils aident le jeune, la famille et le juge à prendre la meilleure décision possible. Signalons que, dans les tribunaux pour la jeunesse, le juge ne prononce pas de sentence : il prend simplement une décision.



Pour prendre sa décision, le juge désire en savoir davantage sur le jeune. C'est pourquoi l'agent de probation rédige un rapport complet et s'entretient avec un certain nombre de personnes : professeurs, médecin de famille, assistants sociaux travaillent auprès des jeunes et famille de l'adolescent. L'agent peut également prendre les dispositions voulues pour faire faire une évaluation psychologique du jeune au centre médico-social du tribunal familial. Tous ces renseignements sont inclus dans le rapport qu'il remet au juge. Dans l'intervalle, le juge peut décider de placer le jeune dans un foyer d'observation et de détention, dans l'intérêt de l'adolescent ou celui de la collectivité.

## **Foyers d'observation et de détention**

Un foyer d'observation et de détention est un foyer transitoire où l'enfant peut vivre sans danger jusqu'à ce que le juge ait statué sur son sort. Ce n'est pas une prison. Certains de ces foyers sont, en fait, des maisons privées, tandis que d'autres sont des foyers de groupe. Le tribunal essaie de placer l'enfant dans le cadre qui lui conviendra le mieux. Bien que ce soit regrettable, dans certains cas les enfants ne peuvent ou ne devraient pas rester dans leur propre milieu familial.

## **La décision du juge**

Si le mineur plaide ou est jugé coupable, le juge doit alors choisir la solution qui aide de façon optimale à la fois le mineur et la société. Plusieurs possibilités s'offrent à lui. Parfois, si le mineur travaille, il lui demande de contribuer à une oeuvre de charité ou au remboursement des dégâts qu'il a causés. Dans d'autres cas, il peut exiger que le jeune donne un certain nombre d'heures de travail au bénéfice de la collectivité, ou encore il peut recommander l'aide et la supervision d'un agent de probation. Il y a toujours des cas, cependant, où le mineur doit être placé dans un établissement.

## Probation

On désigne parfois un agent de probation et de services aux libérés pour aider le mineur à remplir ses obligations envers la collectivité. Les agents de probation bénéficient du concours de travailleurs bénévoles. Ces derniers aident les jeunes, individuellement ou en groupe, en organisant des activités sociales et récréatives, par exemple.

La probation donne aux mineurs l'occasion de se réhabiliter au sein de leur propre collectivité. La plupart des jeunes délinquants ont besoin d'appui, d'amitié et de compréhension, mais il leur faut également une certaine discipline. Les programmes de probation essaient de répondre à ces exigences.

Le juge décide parfois de renvoyer le mineur chez lui et de lui faire prodiguer des soins dans une clinique ou un centre communautaire. Bon nombre de jeunes délinquants ont besoin d'aide sur le plan psychologique ou affectif et certains peuvent avoir besoin d'un encadrement plus structuré que leur milieu familial. Cet encadrement, ils le trouvent dans un foyer d'accueil, un foyer de groupe ou un centre d'éducation surveillée.

## Foyers d'accueil et foyers de groupe

Les sociétés d'aide à l'enfance, les services à l'enfance et à la famille et des organismes privés offrent, dans toute la province, des foyers d'accueil et des foyers de groupe pouvant fournir aux jeunes délinquants le milieu dont ils ont besoin. Le juge a la possibilité de faire placer des jeunes délinquants dans ces foyers. Tous les jeunes qui sont allés dans un centre d'éducation surveillée sont, à leur sortie, inscrits dans un programme de services aux libérés et peuvent être dirigés vers un foyer d'accueil ou un foyer de groupe.

Les mineurs y bénéficient d'une supervision ininterrompue, mais la force réelle du foyer est tout autre : elle naît du sentiment de chaleur familiale, de sécurité, et surtout de stabilité qu'éprouvent les mineurs. Ceux-ci continuent à aller à l'école ou à travailler s'ils ont un emploi. Ils participent également en groupe à des sorties comme des pique-niques, des parties de quilles ou des matches de baseball.

De plus en plus, on se rend compte à quel point il est important que les mineurs ne soient pas coupés de la collectivité et puissent bénéficier d'une ambiance familiale. Heureusement les foyers d'accueil et les foyers de groupe se multiplient, et on assiste à la disparition progressive des établissements de correction. Dans la grande majorité des cas, la thérapie communautaire se révèle beaucoup plus efficace que ces établissements, que l'on appelle à présent centres d'éducation surveillée.

### **Centres d'éducation surveillée**

Certains jeunes délinquants ont plus que d'autres besoin d'évoluer dans un environnement strict et contrôlé. Dans leur cas, on a constaté que les autres solutions, moins structurées, comme les foyers d'accueil, les foyers de groupe ou les programmes de probation, ne marchaient pas. Précisons, cependant, que les jeunes placés dans des centres d'éducation surveillée représentent une faible proportion de tous les délinquants qui comparaissent devant les tribunaux pour la jeunesse.

Les jeunes qu'un juge envoie dans un centre d'éducation surveillée sont généralement ceux qu'on a catalogués comme 'dangereux pour eux-mêmes ou pour les autres'. Parfois il s'agit de mineurs qui ont gravement contrevenu à leur programme de probation. En pareils cas, le centre d'éducation surveillée peut constituer l'unique solution. Cependant, seul le juge du tribunal pour la famille peut prendre une telle décision.



Les centres d'éducation surveillée sont bien équipés sur le plan des installations de loisirs et d'éducation. Il y règne une discipline très stricte et on y aide les mineurs à prendre conscience de leurs responsabilités envers eux-mêmes et les autres. Le centre essaie également de planifier la réinsertion des jeunes délinquants dans la collectivité, en leur donnant un but et en les aidant à préparer leur retour à la vie professionnelle ou scolaire.

En ce moment, les centres d'éducation surveillée sont mixtes à l'exception d'un centre qui n'accueille que des garçons. Des dispositions ont été prises pour que chaque enfant puisse bénéficier de l'aide de la religion. Les programmes d'éducation sont adaptés aux besoins de chaque élève et administrés par des enseignants qualifiés qui suivent les programmes-cadres du ministère de l'Education.

La longueur du stage dans un centre d'éducation surveillée varie selon les individus. Si le jeune fait des progrès, les responsables recommandent son intégration à un programme de services aux libérés. La planification de la réinsertion de chaque jeune dans la collectivité est évaluée par le conseil consultatif des centres d'éducation surveillée; ce dernier transmet ses recommandations au ministre des Services sociaux et communautaires qui prend la décision finale concernant la libération.

### **Programme F.A.R.E.**

Le programme F.A.R.E. (formation par l'aventure, la responsabilité et l'étude) mérite une mention spéciale. Il assure une formation bien particulière aux jeunes gens ayant un fort caractère et une bonne forme physique.

Le programme F.A.R.E. se déroule dans un camp éloigné, situé à Loxton Lake, en bordure du parc Algonquin. On y apprend aux jeunes les règles de base de la survie en pleine nature. Durant un séjour d'un mois ou deux, ils entreprennent des projets aventureux et de grandes expéditions de canotage et de ski de fond, par exemple, qui leur apprennent à aimer la nature. La vie dans le cadre de ce programme est dure et exigeante, mais elle enseigne aux jeunes l'importance des responsabilités sociales. Là, dans ce cadre sauvage, ils apprennent à compter sur les autres et à les aider.

### Services aux libérés

Après le centre d'éducation surveillée, que se passe-t-il? Les jeunes qui ont réalisé des progrès dans un centre d'éducation surveillée sont libérés et orientés vers un programme de services aux libérés.

Dans un programme de services aux libérés, les jeunes rencontrent régulièrement l'agent auquel on les a confiés pour discuter de leurs problèmes et de leurs progrès. L'agent est là pour les aider à se réadapter à la vie dans la collectivité et à planifier leur avenir.

Beaucoup d'enfants éprouvent une certaine difficulté à faire la transition entre le centre d'éducation surveillée et leur foyer. Pour certains, il faut envisager une étape intermédiaire qui consiste à aller vivre provisoirement dans un foyer d'accueil ou un foyer de groupe. Là, le mineur retrouve progressivement le mode de vie habituel et les responsabilités de la vie de famille. Ceux qui semblent bien s'en sortir sans aide extérieure peuvent aller habiter seuls ou avec leur famille. Ils auront cependant besoin de l'appui des parents, des amis et de la collectivité dans son ensemble.

## Bureaux de secteur du ministère (Services à l'enfance)

### Région du Nord

#### *Sudbury*

111, rue Larch  
8<sup>e</sup> étage  
Sudbury  
P3E 4T5  
(705) 674-7543

#### *Thunder Bay*

710, av. Victoria  
Bureau 301  
Thunder Bay  
P7C 5P7  
(807) 475-1345

#### *Timmins*

11 nord, rue Elm  
Rez-de-chaussée  
Timmins,  
P4N 6A3  
(705) 267-7901

### Région du Sud-Est

#### *Kingston*

1055, rue Princess  
Kingston  
K7L 5T3  
(613) 549-6461

#### *Peterborough*

263½, rue George  
Peterborough  
K9J 3G6  
(705) 743-1624

### Région du Centre

#### *Barrie*

70, rue Collier  
5<sup>e</sup> étage  
Barrie  
L4M 4Z2  
(705) 737-1311

#### *Toronto*

110 ouest, av. Eglinton  
5<sup>e</sup> étage  
Toronto  
M4R 2C9  
(416) 965-5340

### Région du Sud-Ouest

#### *Hamilton*

499 est, rue King  
St. John Place, 2<sup>e</sup> étage  
Hamilton  
L8N 1E1  
(416) 525-6431

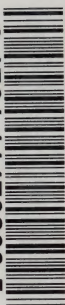
#### *London*

Édifice IBM, 5<sup>e</sup> étage  
195, av. Dufferin  
London  
N6A 1K7  
(519) 438-8387





3 1761 11470803 5



L'honorable Keith C. Norton, Ministre  
Robert D. Carman, Sous-ministre



Ontario

Ministère des  
Services sociaux  
et communautaires

mars 1981

Année internationale  
des personnes handicapées

1981

